



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE



SOMMAIRE

- p. 2 Un dynamisme démographique modéré
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 4 Une reprise confirmée de l'emploi
- p. 5 Le profil des emplois du territoire
- p. 6 Une offre d'emploi sur deux se répartit sur trois domaines professionnels
- p. 7 Un accroissement du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 9 Les difficultés de recrutement
- p. 10 La demande d'emploi diminue pour la première fois depuis dix ans
- p. 11 La demande d'emploi des 25 à 49 ans baisse durablement - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 12 Les mutations du marché du travail - Plus de 143 600 reprises d'emploi en 2018
- p. 13 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 14 23 500 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation au sein du département - 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 16 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 17 En conclusion...
- p. 18 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Les chiffres clés du territoire :

- **2 035 400** habitants au 1^{er} janvier 2019.
- **196 700** établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- **821 500** salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2019.
- **258 300** offres diffusées sur le site de www.pole-emploi.fr de juillet 2018 à juin 2019.
- **10,1%** de taux de chômage au 2^e trimestre 2019.
- **228 200** demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2019, dont 49% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- **205 300** demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2019, dont 21% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 23% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Thierry Lançon
Service Statistiques, Études et Évaluations

Un dynamisme démographique modéré

Au 1^{er} janvier 2014, le nombre d'habitants du département a dépassé les 2 millions et augmente régulièrement depuis pour atteindre en 2019 les 2 035 400 habitants (toujours le troisième département le plus peuplé de France métropolitaine sur les quatre vingt seize) [cf. **Tableau 1**].

La densité de population est de 397 habitants au km² (119 pour FM⁽¹⁾).

Par le passé, le département a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2011 et 2016, il affiche un rythme de progression identique à celui de la période 2006 - 2011 avec à +0,4% en moyenne par an (+0,5% FM). Ce faible accroissement est dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès).

Au 1^{er} janvier 2019, les moins de 25 ans sont plus nombreux dans les Bouches-du-Rhône

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2019

	Nombre d'habitants		Poids	
	France	Bouches-du-Rhône	France	Bouches-du-Rhône
Hommes	31 361 400	975 300	48%	48%
Femmes	33 450 600	1 060 100	52%	52%
- 25 ans	19 073 600	601 900	29%	30%
25-49 ans	20 101 400	630 400	31%	31%
50 ans & +	25 637 000	803 100	40%	39%
Ensemble	64 812 100	2 035 400	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

qu'en France métropolitaine, ils représentent 30% de la population (29% FM).

À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part moins importante dans le département (39% vs 40% FM), dont 19%, comme en France métropolitaine, pour les plus de 65 ans. La population des Bouches-du-Rhône reste la plus jeune parmi les départements en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2016

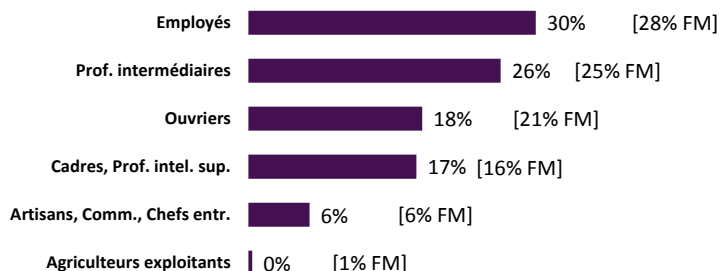
	Nombre d'actifs		Poids	
	France	Bouches-du-Rhône	France	Bouches-du-Rhône
15-24 ans	3 103 400	89 400	10%	10%
25-54 ans	22 412 900	666 100	75%	75%
55-64 ans	4 375 500	133 200	15%	15%
Ensemble	29 891 800	888 700	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : davantage de cadres et professions intellectuelles supérieures (+1,2 pt), d'artisans, commerçants, chefs entreprises (+0,2 pt), avec moins d'ouvriers et d'employés (-1,0 pt et -0,5 pt).

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

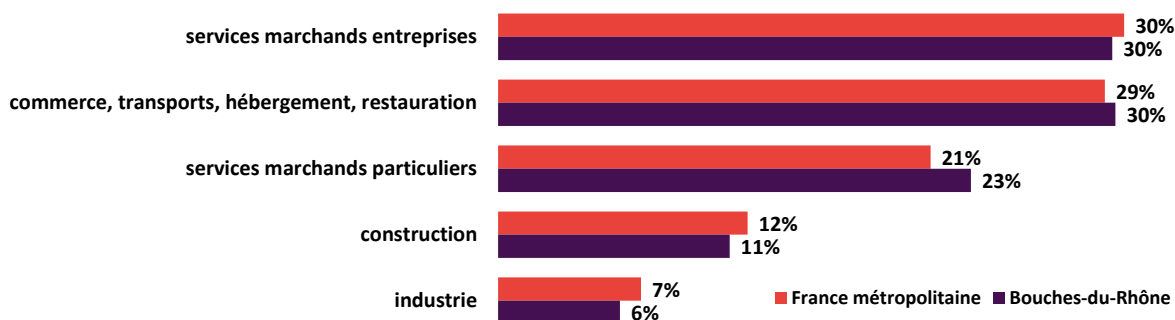
⁽¹⁾ FM = France métropolitaine

Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 196 700 établissements composent les activités marchandes départementales hors agriculture, soit 4% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de France métropolitaine (73% contre 71%). L'économie des Bouches-du-Rhône est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 2]. Hors Île de France, le département est la 2^e destination touristique nationale après celui des Alpes-Maritimes. L'enquête Besoins en Main d'Œuvre (BMO) de Pôle emploi confirme la saisonnalité du secteur de l'hébergement restauration avec 59% de projets de recrutements saisonniers, exprimés par les entreprises en 2019 (56% au national), notamment les métiers de l'hôtellerie (85% vs 70% au national) et les serveurs (69% vs 64% au national).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



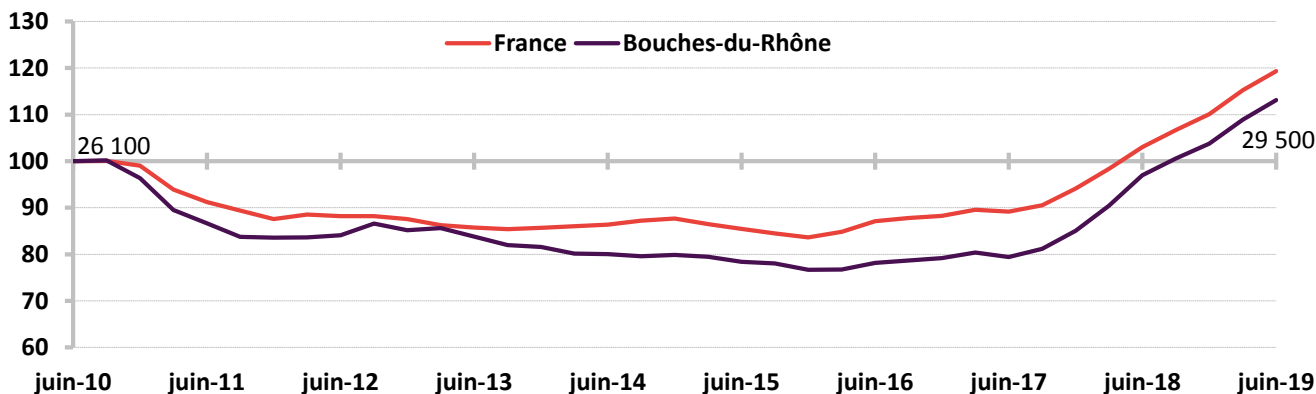
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Le tissu économique régional est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (95% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 13% en 2017 comme en France métropolitaine.

À fin juin 2019, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente de +22% au sein des Bouches-du-Rhône (+27% FM) et le volume global de créations d'entreprise continue d'augmenter pour atteindre son plus haut niveau depuis 2010. Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -9% (+0,6% FM), pour s'établir à 1 940 pour le département.

Graphique 3

Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

Une reprise confirmée de l'emploi

À fin juin 2019, 821 500 personnes sont salariées au sein des Bouches-du-Rhône, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2017, l'INSEE chiffre à 182 200 le nombre de salariés dans la fonction publique, soit 23% de l'emploi total du département (22% FM). Il y a proportionnellement moins de fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière qu'en France métropolitaine.

Tableau 3

Entrées en contrat aidé

	Cumul de janvier à juin 2019	
	France métropolitaine	Bouches-du-Rhône
Parcours Emploi Compétences	41 600	2 700
Contrats à Durée Déterminée d'Insertion	86 300	2 500

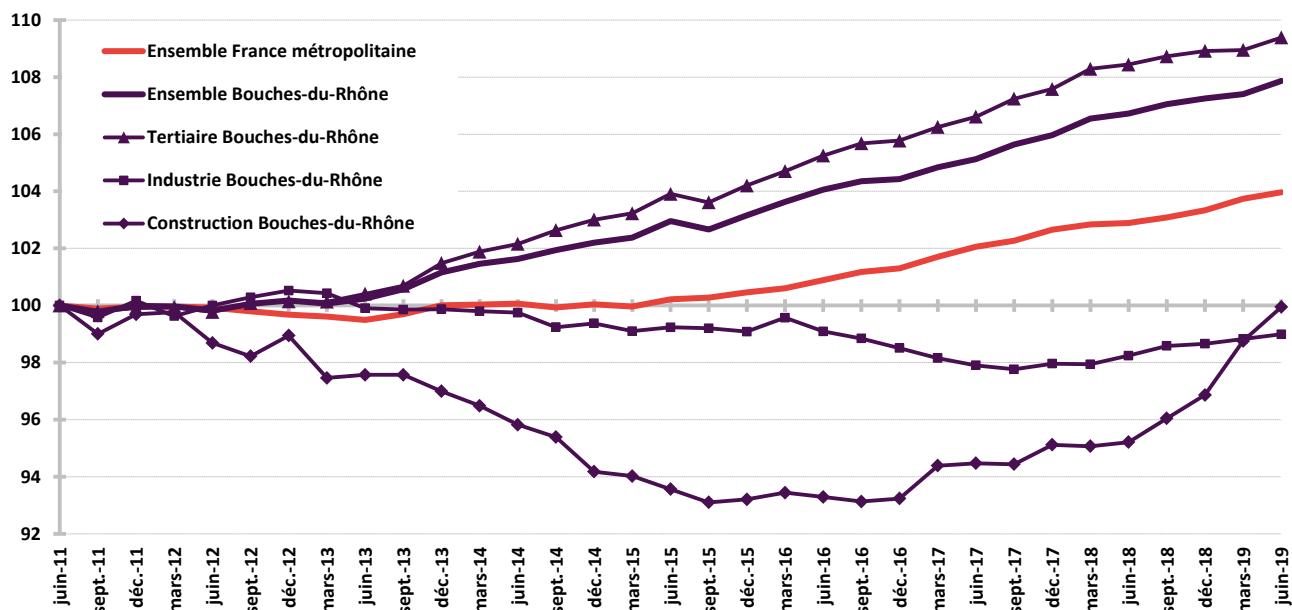
Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 2 700 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées entre janvier et juin 2019 dans les Bouches-du-Rhône [cf. Tableau 3].

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et début 2013 pour reprendre de la force depuis. Ce nombre augmente de +1,1% par rapport à fin juin 2018 (+1,0% FM) [cf. Graphique 4]. Le secteur de l'industrie a perdu des emplois jusqu'en septembre 2017 pour en récupérer par la suite (+0,8% entre juin 2018 et juin 2019). Par ailleurs, le secteur de la construction gagne des postes depuis fin 2016 (+5,0% entre juin 2018 et juin 2019) et retrouve son niveau depuis 2011. Le secteur tertiaire, quant à lui, n'ayant été que faiblement impacté par la crise économique, continue à générer des emplois supplémentaires (+0,9% entre juin 2018 et juin 2019). Le recours à l'intérim a fortement augmenté entre 2015 et 2017 et se stabilise depuis (+1,5% entre juin 2018 et juin 2019). Ainsi, sur un an, l'ensemble des grands secteurs d'activité présente une hausse du nombre de salariés.

Graphique 4

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 30 juin 2011 = 100)



Source : Estimations d'emploi trimestrielles ACOSS-URSSAF, DARES, INSEE

EN SAVOIR PLUS

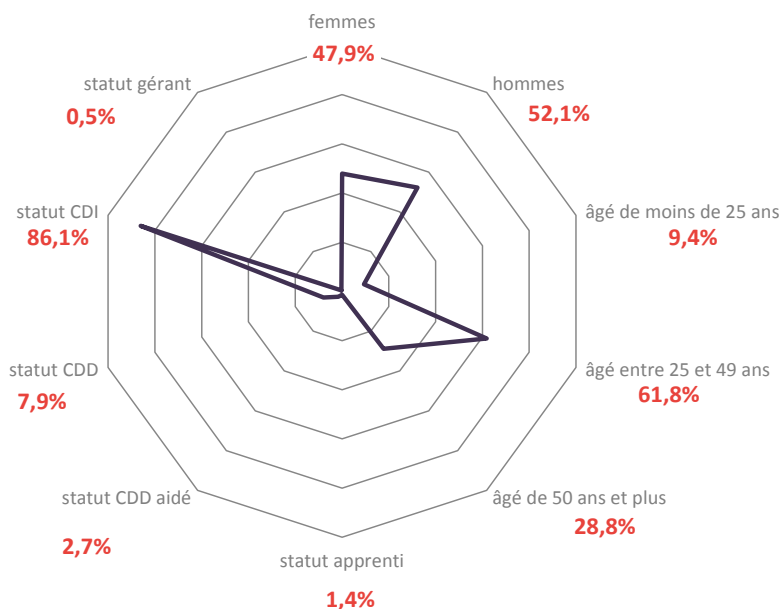
- [Les indicateurs clés de la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



Le profil des emplois DADS 2016 (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 5

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 612 200 personnes étaient salariées dans les Bouches-du-Rhône, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 62% des cas et en CDI dans 86% des cas.

34% des femmes travaillent à temps partiel, contre 11% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du département en NACE 700. [cf. Tableau 5].

Tableau 4

Répartition du temps de travail par sexe

	femmes	hommes	ensemble
quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
quotité de travail de 75% et plus	11%	2%	6%
temps plein	66%	89%	78%

Source : DADS 2016

Tableau 5

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	83 300	14%
Nettoyage courant des bâtiments	17 700	3%
Activités hospitalières	15 500	3%
Ingénierie, études techniques	14 800	2%
Restauration traditionnelle	10 200	2%
Construction aéronautique et spatiale	10 000	2%
Autres intermédiations monétaires	9 500	2%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	9 400	2%
Aide à domicile	9 300	2%
Hypermarchés	8 400	1%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	612 200	100%

Source : DADS 2016

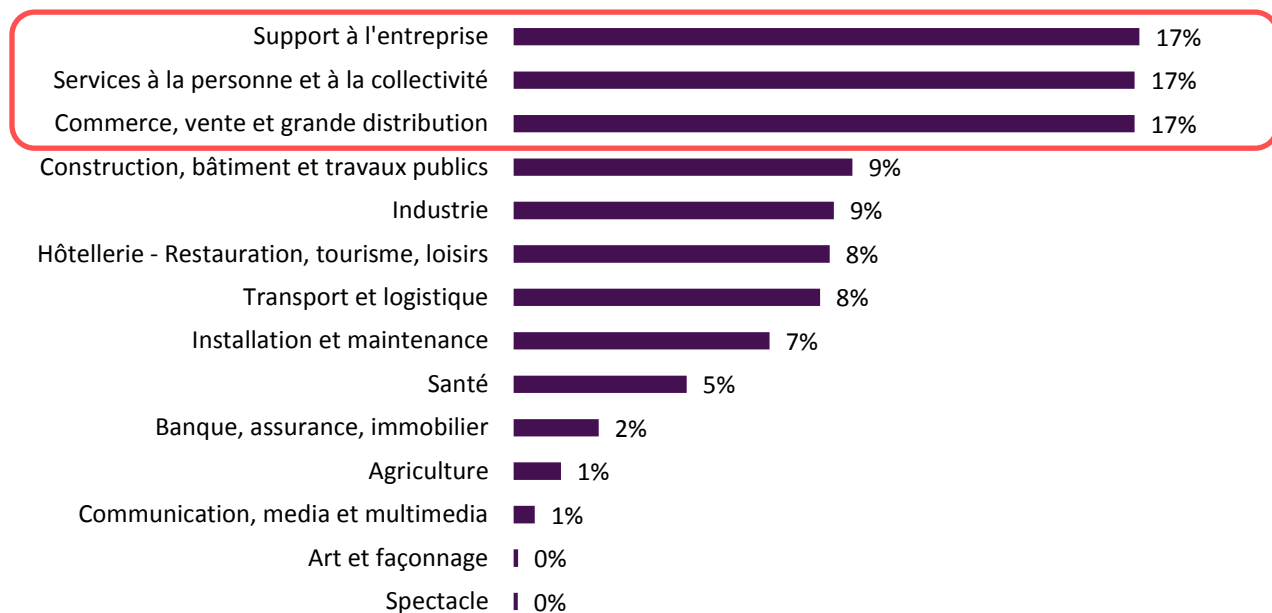
Une offre d'emploi sur deux se répartit sur trois domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2018 à juin 2019, 258 300 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi dans les Bouches-du-Rhône. 52% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 48% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du support à l'entreprise, des services à la personne, à la collectivité et du commerce enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 17% chacun [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

		Volume	Poids
1 ^{er}	K1303 Assistance auprès d'enfants	14 264	6%
2 ^e	M1203 Comptabilité	8 696	3%
3 ^e	D1102 Boulangerie - viennoiserie	6 651	3%
4 ^e	N1103 Magasinage et préparation de commandes	6 088	2%
5 ^e	M1805 Études et développement informatique	5 903	2%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes, STMT
NB : Le nombre d'offres diffusées pour ces 5 métiers représente 16% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Un accroissement du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte favorable. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois augmente de +4,6% sur un an et s'établit à 1 669 100 unités [cf. Tableau 7]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (746 900 soit 45% des DPAA), les secteurs de la santé humaine, action sociale (188 900 soit 11% des DPAA et 20% des DPAA hors intérim) et de l'hébergement restauration (123 400 soit 7% des DPAA et 13% des DPAA hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

DPAA par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

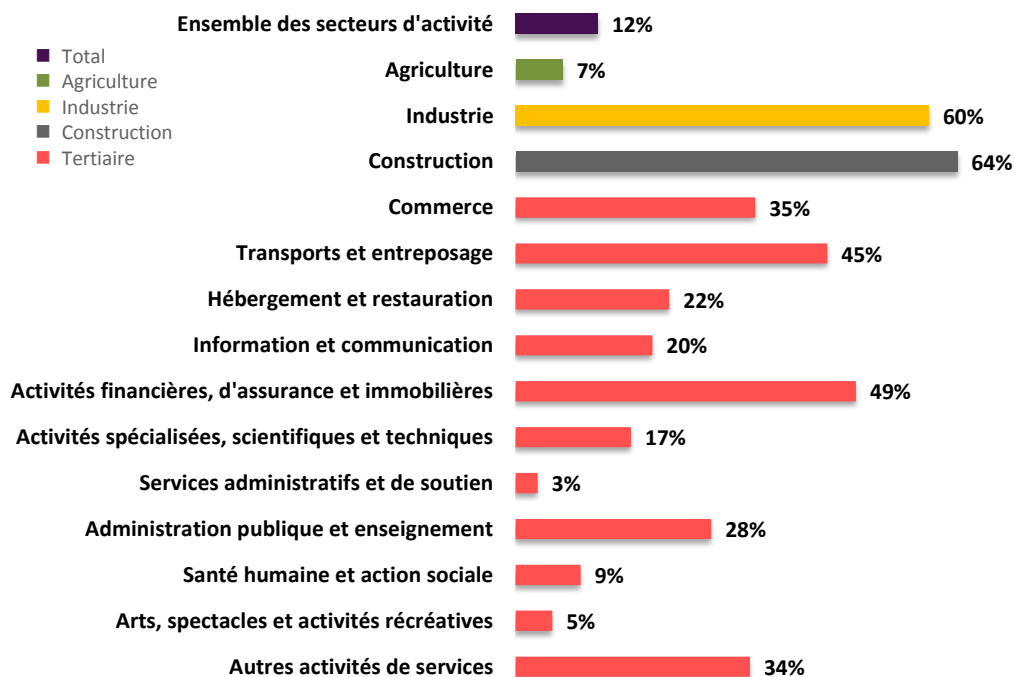
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	622 900	37%	+3,3%
Missions intérimaires	740 500	44%	+5,7%
Contrats de six mois et plus	199 800	12%	+5,3%
- Autres -	105 900	6%	
Ensemble	1 669 100	100%	+4,6%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 12% des DPAA. Les industries et les entreprises de la construction (chacune 3% des DPAA hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 60% et 64%. Le secteur du commerce (9% DPAA hors intérim) a recours dans un tiers des cas à de l'emploi durable et celui du transport et entreposage (3% des DPAA hors intérim) a recours dans près d'un cas sur deux à de l'emploi durable [cf. Graphique 7].

Graphique 7

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAA par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

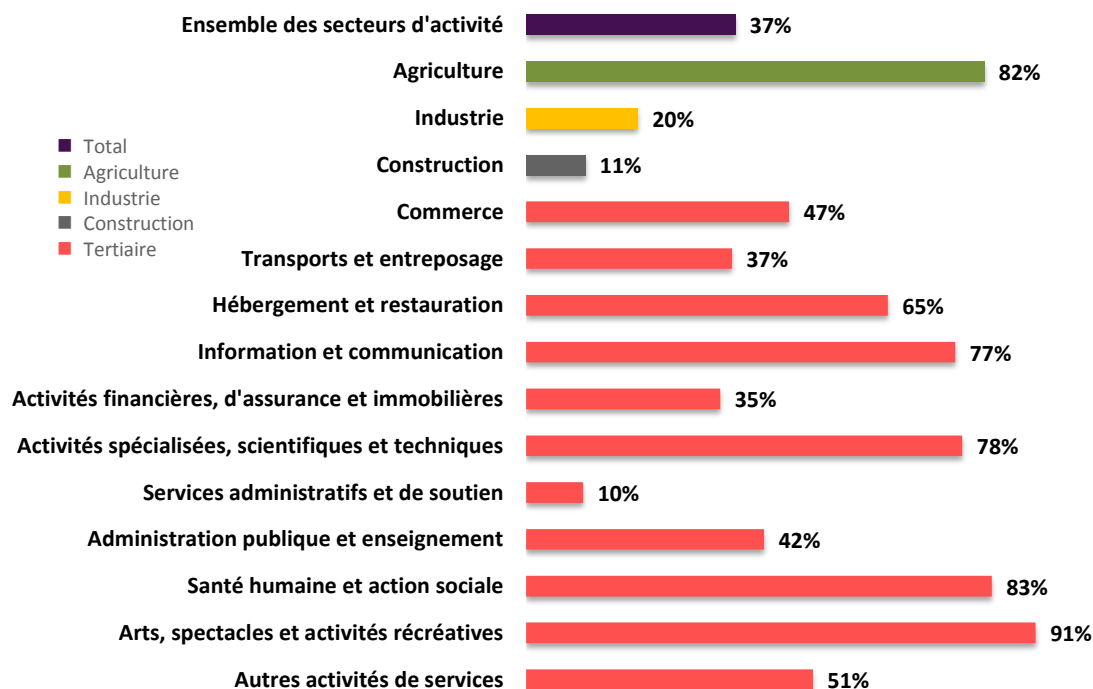
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Près de quatre DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, le spectacle et l'hébergement restauration (respectivement 2%, 11% et 13% des DPAE hors intérim).

Graphique 8

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 progressent à nouveau cette année (+11%) et représentent plus de 93 600 embauches potentielles. C'est le plus haut niveau observé au cours des dix dernières vagues de l'enquête.

Ce sont ainsi près de 9 200 projets de recrutement supplémentaires qui sont comptabilisés cette année. La hausse des intentions de recrutement est surtout liée à la progression du nombre de projets à caractère saisonnier (+15%). Le poids des besoins en main d'œuvre saisonnière se situe à 32% des projets en 2019.

Les Bouches-du-Rhône sont parmi les départements les plus dynamiques et se situe au 2^e rang en France métropolitaine pour le nombre d'intentions (soit une part de 4%, ex aequo avec le Rhône et le Nord et derrière Paris à 7%).

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence Alpes Côte d'Azur](#)

Les difficultés de recrutement en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Parmi les projets de recrutement déclarés par les employeurs dans l'enquête Besoins en Main d'Œuvre (BMO) pour l'année 2019, 44% sont jugés difficiles par les employeurs [cf. [Tableau 8](#)]. Les deux secteurs qui projettent un volume d'embauches conséquent, mais avec un ressenti de difficulté fort, sont la santé humaine et action sociale (13% des projets, 57% de projets difficiles) et les services scientifiques, techniques, administratifs et soutien (19% des projets, 48% de projets difficiles).

Parmi les métiers les plus difficiles à recruter, on retrouve plusieurs domaines professionnels : services à la personne, hôtellerie-restauration, industrie, transport. Le recrutement d'une aide à domicile (3 600 projets) est jugé difficile d'après les établissements dans 83% des cas. Pour dix postes de conducteurs routiers (1 200 projets), plus de huit seront difficiles à pourvoir.

Tableau 8

Top 10 des métiers difficiles à recruter dans les intentions d'embauche

Métier FAP	Part de difficulté
1 Aides à domicile et aides ménagères	83%
2 Conducteurs routiers et grands routiers	83%
3 Ouvriers non qualifiés métallerie, serrurerie, montage (y.c. réparateurs)	77%
4 Ingénieurs, cadres études & R&D informatique, responsables informatiques	72%
5 Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement	70%
6 Assistantes maternelles	67%
7 Cuisiniers	63%
8 Employés de maison et personnels de ménage	61%
9 Employés de l'hôtellerie	60%
10 Conducteurs et livreurs sur courte distance	59%
Ensemble du territoire	44%
Ensemble de la France métropolitaine	50%

Source : Enquête Besoins en main d'œuvre 2019

EN SAVOIR PLUS

- [Requêteur de données enquête BMO 2019 \(pole-emploi.org\)](#)

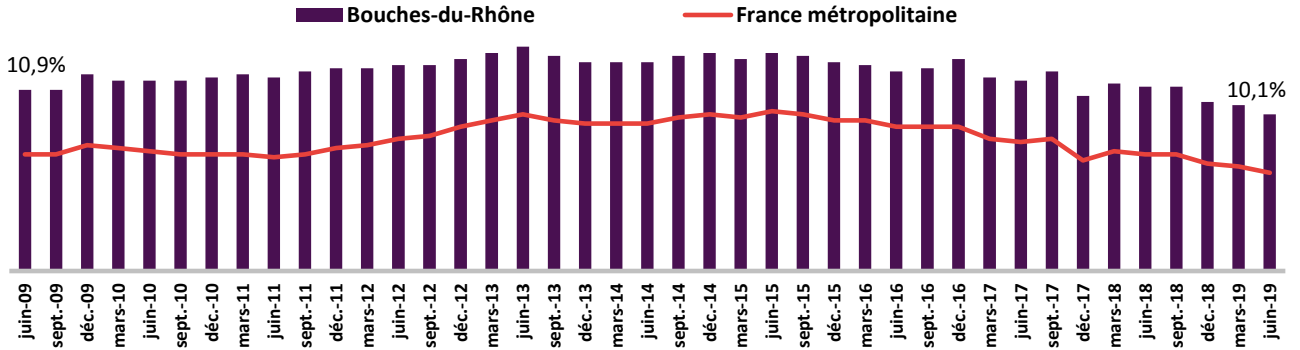


La demande d'emploi diminue pour la première fois depuis 10 ans

Les Bouches-du-Rhône restent dans les quinze départements qui ont les taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine. Avec une amélioration de -0,9 pt sur un an, le taux de chômage départemental descend à 10,1% à juin 2019 et retrouve un niveau comparable à celui de mars 2009. Il reste cependant supérieur à celui du national (8,2%) [cf. Graphique 9].

Graphique 9

Taux de chômage localisé

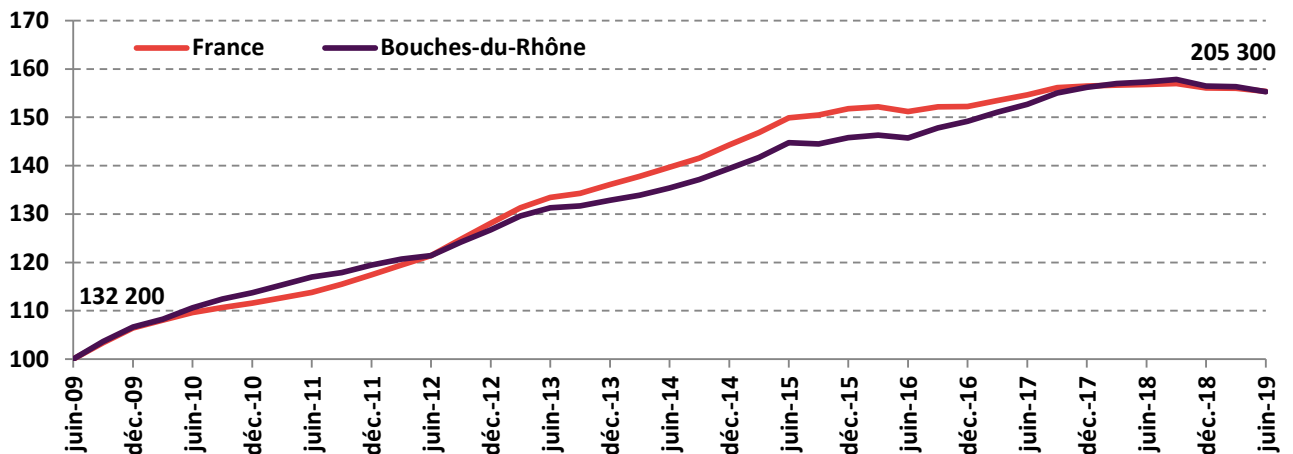


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en septembre 2018 avec 208 700 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi amorce une baisse depuis, de -1,3% entre juin 2018 et juin 2019. C'est le deuxième trimestre consécutif depuis dix ans que le nombre de DEFM cat. ABC diminue sur un an. La France affiche une baisse annuelle sur les trois derniers trimestres (-0,9% entre juin 2018 et juin 2019) [cf. Graphique 10]. Les sorties de la liste sont supérieures aux entrées de la liste au cours du 2^e trimestre 2019. 205 300 personnes sont demandeurs d'emploi cat. ABC à fin juin 2019.

Graphique 10

Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [STatistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

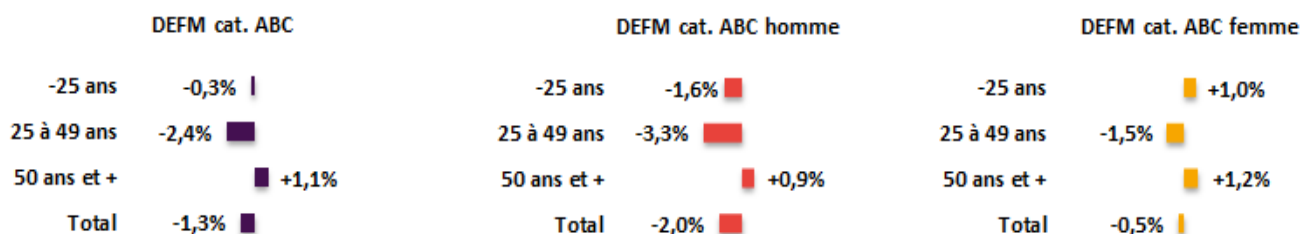


La demande d'emploi des 25 à 49 ans baisse durablement

La population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans progresse moins fortement à partir du dernier trimestre 2018 et s'améliore sur un an au second trimestre 2019 (-0,3%). Les 25-49 ans retrouvent un niveau comparable à celui de mars 2017 après trois trimestres de baisses consécutives et sont au nombre de 126 500. Quant aux seniors, leur progression ralentit fortement, elle n'est plus que de +2,5% en moyenne sur les quatre derniers trimestres. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories ABC, à 53 100. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (13%) dans la demande d'emploi (13% FM) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 53 900 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2019, soit 26% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2^e trimestre 2019 se maintenait au sein des Bouches-du-Rhône, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit près de 12 mois consécutifs à Pôle emploi (359 jours). Sur un an, cet indicateur régresse de 24 jours, soit environ trois semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 52 600 à fin juin 2019, en baisse de -2,9% sur un an.

96 700 DELD
(≥ 1 an)
+1,2% sur un an

53 900 DETLD
(≥ 2 ans)
+7,2% sur un an

52 600 DE en ICT3
-2,9% sur un an

ICDC 359 jours
-24 jours sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage \(ICDC\)](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

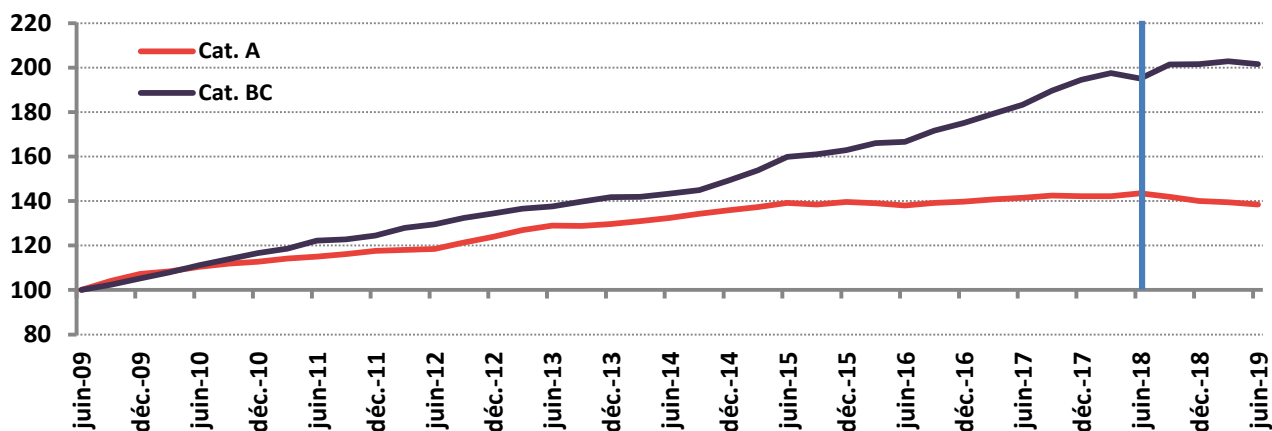


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis septembre 2018, la catégorie BC se stabilise tandis que la catégorie A diminue [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2018 - juin 2009) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Plus de 143 600 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 9].

Tableau 9

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

Région	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	11 700	-0,1%	8%
Passage en C	41 100	+6,4%	29%
Passage en E	200	+4,3%	0%
AFPR / POE	1 600	+16,5%	1%
DPAE durable	53 100	+4,0%	37%
DPAE non durable	35 900	+2,9%	25%
Total	143 600	+4,2%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 107 200 personnes sont ciblées « PIC », soit 54% des DEFM cat. ABC [cf. Tableau 10]. La part de public PIC est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableau 10

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
Ensemble des DEFM cat. ABC	5 417 800	100%	2 947 000	100%	54%

Bouches-du-Rhône	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	101 000	51%	47 200	44%	47%
Moins de 25 ans	23 500	12%	11 600	11%	49%
50 ans et plus	52 600	26%	34 200	32%	65%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	95 500	48%	53 000	49%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	18 000	9%	12 300	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	45 200	23%	30 600	29%	68%
Ensemble des DEFM cat. ABC	199 500	100%	107 200	100%	54%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)

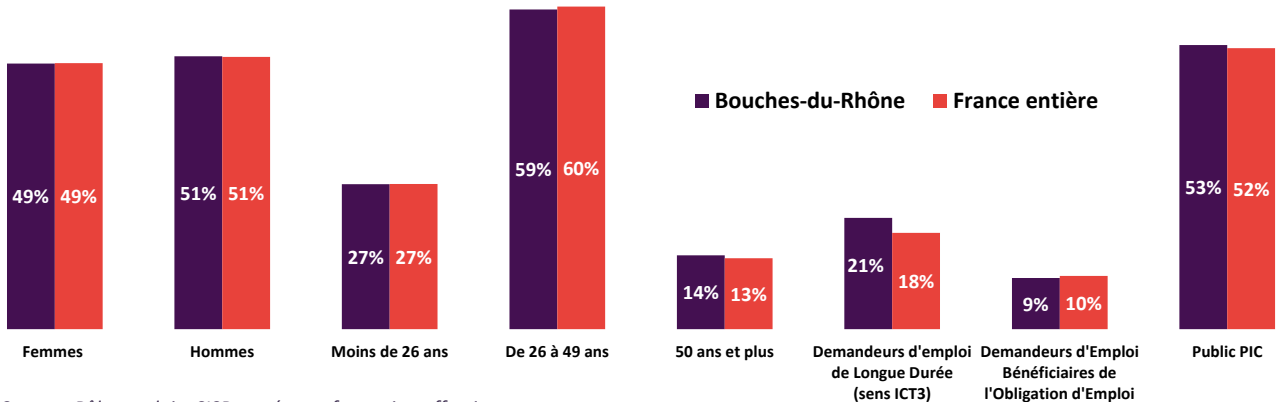


23 500 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, ce sont près de 23 500 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Les Bouches-du-Rhône représentent 3% des entrants en formation de France entière. Le profil départemental des entrants en formation est proche du profil national [cf. Graphique 13].

Graphique 13

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation au sein du département

68% des formations du département sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans les Bouches-du-Rhône (plus d'un tiers des aides contre 11% seulement au national). Les formations du Conseil Régional suivent avec 21% des aides (36% pour France entière) [cf. Graphique 14], devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 16% des aides contre 25% dans le pays. Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes avec 23% (avec les champs santé secteur sanitaire, action sociale, hôtellerie restauration), l'échange-gestion avec 19% (avec les champs transport, commerce) et la formation générale, lettres, langues avec 16% (avec les champs développement personnel et professionnel, langues). Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 11] représentent plus de sept entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 14

Les principaux financeurs de formation

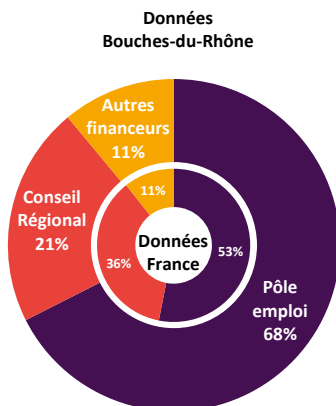


Tableau 11

Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	5 400	23%
Échange et gestion	4 500	19%
Formation générale, lettres et langues	3 700	16%
Information, communication	1 600	7%
Fonction production	1 500	6%
Ensemble des entrées	23 500	100%

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

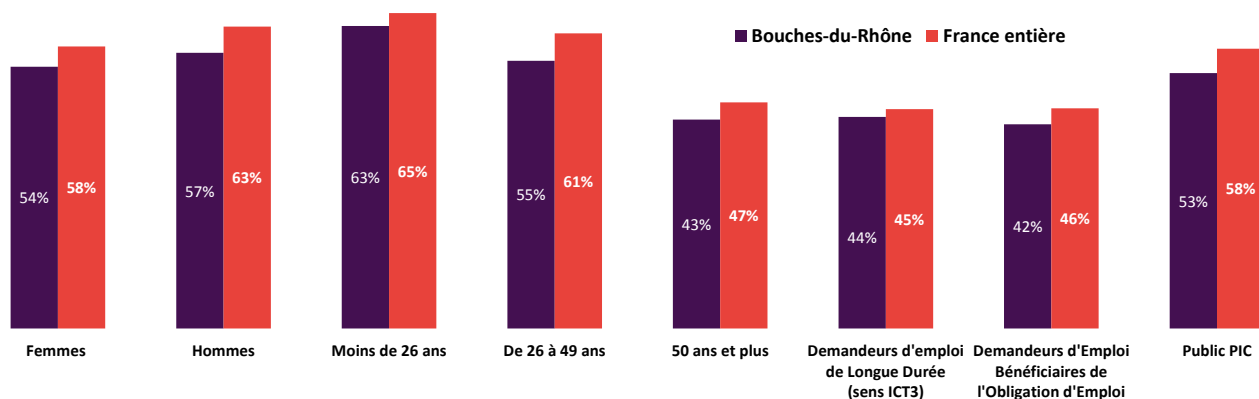
56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans les Bouches-du-Rhône, près de 16 300 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 56% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation.

Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les jeunes ou les hommes. D'autres comme les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée - sens ICT3 et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi. Les femmes et le public PIC ont un taux d'accès inférieur à la moyenne globale. L'ensemble des taux d'accès sont inférieurs à ceux de France métropolitaine.

Graphique 15

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font parties des actions de formations qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2018 [cf. Graphique 16]. Les POEI et les AFPR ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 86% et 81%, étant des formations préalables à l'embauche ; juste devant les POEC (61%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont l'échange et gestion (67%) avec les champs transport, commerce, les services à la collectivité (63%) avec le champs défense prévention sécurité et les services aux personnes (60%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration et action sociale [cf. Tableau 12].

Graphique 16

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2018

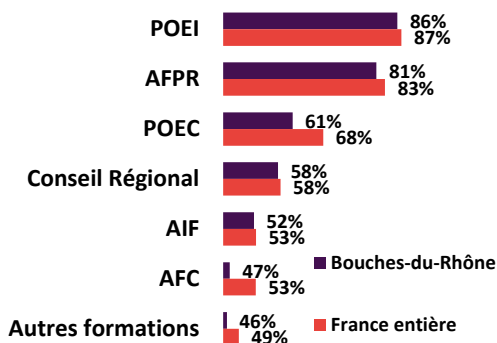


Tableau 12

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	60%	4 100
Échange et gestion	67%	3 600
Formation générale, lettres et langues	34%	2 500
Information, communication	52%	1 300
Services à la collectivité	63%	1 000
Ensemble des sorties	56%	16 300

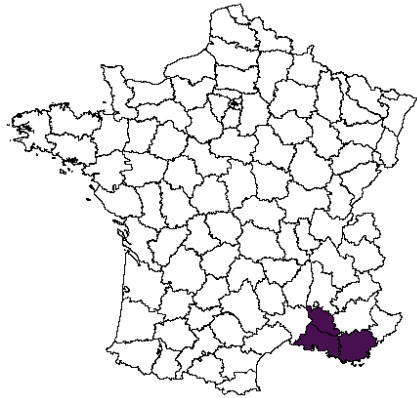
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la Statistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 82% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans le département. Dans 2% des cas, ils se dirigent vers la métropole parisienne [cf. Tableau 13].

Tableau 13

Département de travail des DEFM cat. AB inscrits en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2018



Département de travail (>1%)	
Bouches-du-Rhône	82%
Vaucluse	2%
Var	2%
Paris	2%

Aide à la lecture :

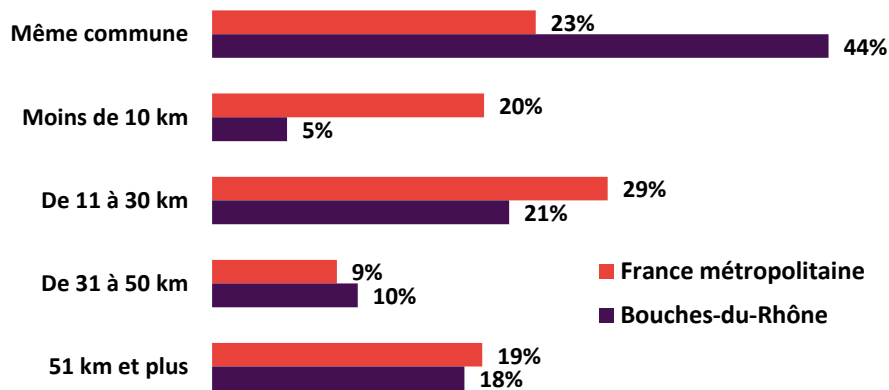
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans les Bouches-du-Rhône en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du département sont très peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi des Bouches-du-Rhône. Quatre sur dix restent sur leur commune pour retrouver un emploi (23% FM) : c'est une caractéristique du département parmi ceux de la région. Alors qu'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 17].

Graphique 17

Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En conclusion...

Entre 1999 et 2006, le département a connu un fort essor démographique. Le dynamisme démographique n'est plus un marqueur des Bouches-du-Rhône avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,4%. La faible attractivité du département se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire nul.

La spécificité de l'emploi présentiel des Bouches-du-Rhône (73%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du département et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi les secteurs de l'hébergement restauration et du commerce sont toujours créateurs d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 10,1% au 2^e trimestre 2019, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi. En 2016, 48% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressources peut aller jusqu'à la pauvreté, 19% des habitants du département, soit plus d'une personne sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté. La moitié de la population y vit avec moins de 1 710 euros par mois (INSEE). C'est le 12^e le plus touché de France métropolitaine. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 21% dans les Bouches-du-Rhône et près d'un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'est atténuée depuis un an.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 86% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 18% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, ce sont plus de 23 500 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

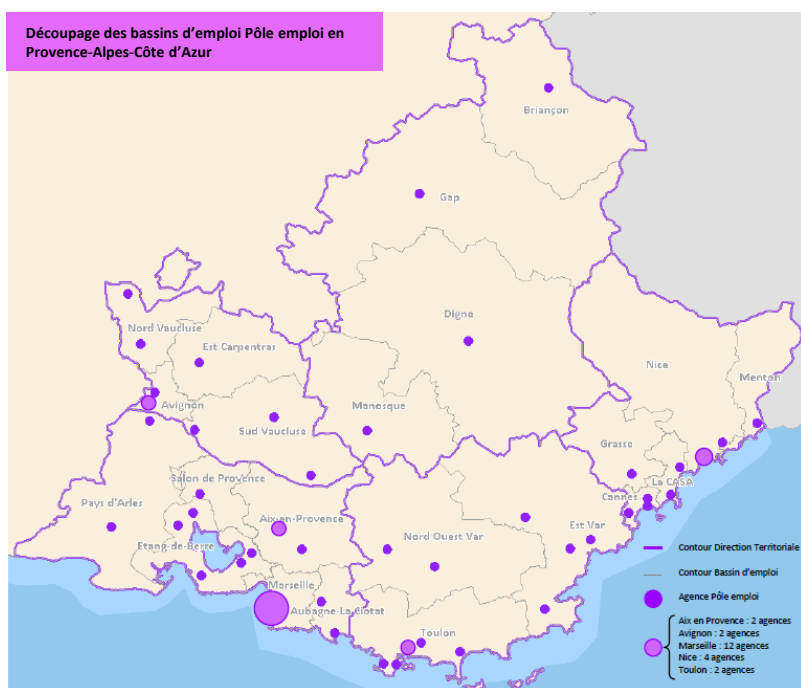
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
34 rue Alfred Curtel
13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

